



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° 2025EXP007

CCAG Marché Industriels 2021

Acheteur

SOCIETE ANONYME AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS
Adresse : 74 Avenue Roland Garros 97438 SAINTE MARIE
Téléphone : +262 262 48 18 25

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Président du Directoire

Objet de l'accord-cadre

Fourniture, installation, formation, maintenance et mise en service de sas Passage Automatisé Rapide Aux Frontières Extérieures (PARAFE)

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande	4
1.4 Durée de l'accord-cadre	5
1.5 Prolongation des délais d'exécution	5
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	5
1.7 Obligation de sûreté	5
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre	10
3. Forme des notifications et informations au titulaire	10
4. Prix - Variation du prix	11
4.1 Contenu du prix	11
4.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre	13
4.3 Variation du prix	13
5. Retenue de garantie	14
6. Avance	14
6.1 Modalités de règlement de l'avance	14
6.2 Modalités de résorption de l'avance	14
7. Règlement des comptes au titulaire	15
7.1 Modalités de règlement du prix	15
7.2 Délais de paiement	16
7.3 Intérêts moratoires	16
7.4 Règlement en cas de groupements économiques	16
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre	16
8.1 Conditions d'exécution des prestations	16
8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande	16
8.3 Documents fournis après exécution	17
8.4 Modification de l'accord-cadre	17
8.5 Prestations supplémentaires ou modificatives	17
9. Application du chapitre 8 du CCAG-MI	17
10. Respect des principes de laïcité et de neutralité	17
11. Constatation de l'exécution des prestations	18
11.1 Opérations de vérification	18
11.2 Procès-verbal	19

11.3	Réception	19
11.4	Ajournement	19
11.5	Réfaction	20
11.6	Rejet	20
11.7	Transfert de propriété	20
12.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	20
13.	Pénalités	21
13.1	Généralités	21
13.2	Pénalités pour retard en phase de réalisation	21
13.3	Non-respect des engagements concernant la maintenance et la garantie	22
13.4	Autres pénalités	22
14.	Garanties	24
15.	Responsabilités et Assurances	24
15.1	Responsabilités	24
15.2	Assurances	25
16.	Différends et litige	25
	Règlement des litiges	25
17.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	26
18.	Politique qualité – Evaluation des prestations	26
19.	Résiliation de l'accord-cadre	27
20.	Déroptions aux documents généraux	27

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la fourniture, l'installation, la formation, la maintenance et la mise en service de sas Passage Automatisé Rapide Aux Frontières Extérieures (PARAFE) à l'Aéroport La Réunion Roland Garros à Sainte-Marie de La Réunion, conformément aux exigences du CEM v4.0 du 26 octobre 2022.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP et dans le CEM version 4.0 du 26 octobre 2022.

A noter que, pendant la phase candidature, le CCTP et le CEM V4.0 du 26 Octobre 2022 relatifs au marché sont des documents confidentiels et sensibles qui ne seront transmis aux candidats que s'ils remplissent et retournent l'engagement de confidentialité et destruction données (annexe 2.2) signé à la date de réception des candidatures

Pour des raisons de sureté, le CCTP et le CEM ne peuvent pas être communiqués au cours de la phase de candidature.

L'accord cadre est soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables au marchés industriels (CCAG -MI).

1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires / forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 14 du CCAG MI.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : La Direction Exploitation communiquera le bon de commande.

1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 14.3 du CCAG MI sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 14.3 du CCAG MI, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Il est rappelé que la réglementation applicable en matière de protection de données à caractère personnel est notamment issue du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit "Règlement Général sur la Protection des Données"(RGPD)) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire n'est pas considéré comme un sous-traitant au sens du RGPD mais il devra prendre les dispositions nécessaires en matière de protection des données à caractère personnel sur les axes juridiques, contractuels et techniques pour assurer un niveau de sécurité suffisant des données traitées par le système sas PARAFE.

Le Titulaire doit notamment s'engager à prévenir la SA ARRG de toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en aura connaissance.

Il est rappelé qu'il est interdit au titulaire du contrat de traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité ou selon des modalités différentes de celles expressément autorisées par la SA ARRG.

Enfin, le titulaire devra compléter et signer un engagement de confidentialité (cf. Annexe 2.2 _ARRG_NDA-engagement confidentialité et destruction données.docx). Ce document contient notamment une clause de confidentialité et de sécurité renforcée permettant d'encadrer les obligations relatives au respect du RGPD par le titulaire.

1.7 Obligation de sûreté

Contraintes /Obligations de sûreté

L'application des textes réglementaires en vigueur concernant les mesures de sûreté, ainsi que des procédures établies par l'Exploitant d'aéroport, s'imposent aux prestataires attributaires d'un marché ou d'un contrat.

Dès lors que les missions définies dans le marché amènent l'entité à intervenir dans la zone côté piste (ZCP), des contraintes de sûreté s'appliquent en matière de titre de circulation aéroportuaire (badge, pour les personnes) / laisser-passer (pour les véhicules), de respect des procédures de sûreté.

L'obtention des badges/laissez-passer

Afin de pouvoir accéder à la ZCP, toute personne ou véhicule doit disposer d'une autorisation

d'accès valide.

L'entité, agissant en son nom, ayant activité sur l'aéroport ARRG devra disposer d'un Programme de Sûreté et d'Assurance Qualité, qui contiendra :

- l'organisation sûreté de son entité
 - o Le nom du Responsable Sûreté,
 - o Le nom des Correspondants Sûreté, susceptibles de signer les demandes de badge ou de laisser passer,
- le périmètre de mission de l'entité et de ses employés,
- la gestion des autorisations d'accès,
- la gestion des formations.

L'entité devra accomplir les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès. Le délai d'obtention des badges sur l'aéroport est de 2 mois en moyenne pour une première demande ou un renouvellement.

L'entité devra dans un délai de 5 jours calendaire à compter de la notification du marché, se rapprocher du service des badges de l'ARRG pour la marche à suivre afin de lancer la procédure de délivrance des badges permanents.

Le type de badge dépend des missions de l'entité et de l'autonomie nécessaire à la réalisation de ses tâches. Il existe deux types de badges/laissez-passer :

- Badge permanent

- Rouge : pouvant donner accès à des secteurs fonctionnels et des secteurs sûreté,
- Saumon : pouvant donner accès uniquement à des secteurs fonctionnels,

Il permet un accès sans accompagnement. Il est délivré par l'Exploitant d'aéroport, après l'obtention de l'habilitation par les Services de l'Etat (PAF), sur présentation d'une attestation de suivi de la formation 11.2.6.2 (voir ci-après).

Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un badge à l'unité est de 50€ HT.

Ces badges sont valides pour la durée de l'activité sur la plateforme, et jusqu'à 3 ans maximum.

- Badge accompagné (vert) :

Il permet un accès accompagné à la ZCP. L'accompagnant, détenteur d'un badge permanent, doit garder sous sa surveillance constante la personne accompagnée. Il est responsable de la personne disposant d'un badge vert durant tout le séjour en ZCP. Une personne détentrice d'un badge permanent peut accompagner jusqu'à 5 personnes.

Ces demandes sont réalisées auprès des services compétents de l'Etat (PAF ou GTA) avec un délai de prévenance de 48H minimum.

Ce badge vert est valable pendant 24h, et peut être renouvelé pendant 5 jours consécutifs.

- Laissez-passer véhicules (LPV) :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP. Ce laissez-passer, d'une validité de 3 ans,

doit être affiché de façon permanente en haut à droite du pare-brise.

Cette demande est réalisée auprès du service des badges de l'Exploitant d'aéroport. Le coût de ce LPV à l'unité est de 35€ HT.

- Laissez-passer véhicules (LPV) temporaire :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP pour une durée de 24H maximum. Ce laissez-passer doit être affiché sur le tableau de bord durant tout le temps de présence du véhicule en ZCP.

Cette demande est réalisée auprès de la GTA avec un délai de prévenance de 48H minimum.

Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un laissez-passer à l'unité est de 5€/jours HT.

Formation à la sûreté

L'entité devra également se rapprocher des organismes de formation certifiés afin d'inscrire ses agents à une session de formation à la sûreté aéroportuaire. Plusieurs existent autour de la plateforme ARRG (CAMAS FORMATION, DGF FORMATION, REUNION AIR SURETE, OSR SURETE).

Responsable/correspondant sûreté

Tout responsable sûreté/correspondant sûreté de l'entité doit suivre les formations sûreté 11.2.2 et 11.2.5 (Règlement UE 2015/1998) au préalable, pour pouvoir exercer ses fonctions.

Ces formations équivalent à 7h + 14h environ. Elles permettent d'acquérir les connaissances nécessaires au suivi des obligations sûreté qui incombent à l'entité et à ses employés intervenant sur la plateforme.

Cette formation, étant plus approfondie que la sensibilisation sûreté, permet de se substituer à la formation badge 11.2.6.2 pour l'obtention du badge.

Cette formation est valable pour 5 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

Détenteur d'un badge rouge

Toute personne effectuant une demande de badge permanent doit suivre la formation 11.2.6.2 (Règlement UE 2015/1998) au préalable pour pouvoir se faire délivrer son badge et donc pouvoir accéder à la ZCP de l'aéroport.

Cette formation est d'une durée de 3h30. Elle permet d'acquérir les connaissances de base au travail en ZCP, et les obligations incombant aux détenteurs de badges permanents.

Cette formation est valable pour 3 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

Obligations des entreprises faisant les demandes de badges

L'entité s'assure que ses employés détenteurs d'un badge sont à jour de leur formation à la sûreté.

L'entité faisant la demande de badge/laissez-passer :

- déclare sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport les évolutions intervenues dans les activités des personnes agissant pour son compte lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un badge ou la modification des domaines accessibles ;
- informe, sans délai et par écrit, le titulaire du badge qui ne justifie plus d'une activité en ZCP, ou dont le titre est arrivé en fin de validité, de son obligation de restituer son badge ;
- organise un service de collecte des badges/laissez-passer périmés et les restitue sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- appose de façon apparente sur le véhicule le nom de l'entreprise et, le cas échéant, son logo ;
- tient à jour la liste des véhicules disposant d'un laissez-passer.

L'entité doit de même établir une liste des articles soumis à autorisation aux vues de l'Appendice 1A et effectuer une demande d'autorisation d'entrée d'outils métier, si cela s'avère nécessaire (EN-07-293 V3, document sera fourni par l'Exploitant d'aéroport).

Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer

Les personnes, detentrices d'un badge rouge, qui accèdent à la ZCP ont pour obligation de respecter les réglementations et procédures sûreté, sous peine de manquements et d'amendes.

Les obligations liées à l'utilisation de leur badge/laissez-passer :

Toutes les personnes detentrices d'un badge rouge doivent :

- Être en possession d'une pièce d'identité lors de leur entrée en ZCP et durant tout leur séjour en ZCP ;
- Accéder à la ZCP uniquement par les accès autorisés (PIF et PARIF) ;
- Accéder uniquement aux secteurs sûreté et/ou fonctionnels qui leur ont été autorisés ET uniquement pour les besoins de leur activité professionnelle ;
- Porter leur badge/laissez-passer en permanence et de façon apparente ;
- S'assurer que le laissez-passer est apposé sur le véhicule pendant toute la durée de leur séjour en ZCP ;
- En aucun cas ne prêter leur badge à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- Accompagner, en permanence en ZCP la personne detentrices d'un badge vert :
 - Le titulaire d'un badge vert ne se déplace en ZCP qu'avec l'accompagnant désigné par l'entité à l'origine de la demande de badge, et en possession du document d'accompagnement remis par les Services Compétents de l'Etat (PAF ou GTA) ;
- Signaler sans délai toute perte ou vol de badge/laissez-passer à leur supérieur hiérarchique ou au Service Badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- Retourner les badges/laissez-passer immédiatement après la fin de leur mission sur la plateforme à leur supérieur hiérarchique, au Service des badges de l'Exploitant

d'aéroport ou aux Services Compétents de l'Etat.

Les obligations liées au respect des procédures de sûreté :

Toutes les personnes accédant en ZCP doivent :

- Se soumettre aux procédures de contrôle d'accès, de surveillance, et d'inspection filtrage des personnes, des objets transportés, et des véhicules ;
 → *Il est important d'anticiper le fait qu'en fonction des matériels/marchandises/véhicules entrants, la durée nécessaire au contrôle peut être plus ou moins longue.*
- Ne pas entraver ni neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès à la ZCP ;
- Ne pas faciliter l'entrée de personnes dépourvues des autorisations nécessaires en ZCP ;
- Protéger leurs outils métier, qu'ils soient soumis à autorisation ou non. Ces outils doivent être sous leur constante surveillance OU être placés dans un local sécurisé où seules les personnes autorisées pourraient y avoir accès. Cette vigilance doit être accrue dans les secteurs où des passagers pourraient être présents.

Les manquements et amendes

Personne Physique

Amende d'un montant maximal de 750 € ou suspension du badge pour une durée maximale de 30 jours pour la personne physique (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Non-respect des textes réglementaires applicables ;

Refus de se soumettre au contrôle d'accès à la ZCP et/ou à l'inspection filtrage ;

Non-respect du port du badge/laissez-passer (absence de badge/laissez-passer...) ;

Non-respect de l'utilisation et de restitution du badge/laissez-passer (prêter son badge à un tiers, ne pas rendre son badge dans les délais impartis...) ;

Absence de protection des outils métiers après leur introduction en ZCP.

Amende d'un montant maximal de 150 € et suspension du badge rouge pour une durée de six jours (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Défaut de port apparent du badge/laissez-passer ;

Utilisation en dehors de leur zone de validité du badge ou du laissez-passer.

Personne Morale

Amende administrative d'un montant maximal de 7 500 €, en fonction de la nature et de la gravité des manquements et éventuellement des avantages qui en sont tirés ;

Amende d'un montant maximal de 1500 € en cas de défaut de présentation des documents exigibles par la réglementation. Ces plafonds sont doublés en cas de récidive.

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- L'engagement de confidentialité (Annexe 2.2).
- Le plan Assurance sécurité (Annexe 2.1).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le CEM version 4.0 publié en octobre 2022 par le ministère de l'Intérieur.
- Charte des prestataires, document qui sera signé après la notification par chaque intervenant. (Annexe 2.3).

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels (CCAG MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le détail quantitatif estimatif (DQE).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Les annexes au CCTP.
- L'attestation de visite.
- L'ensemble des normes se rapportant aux prestations faisant l'objet du marché.
- Toute disposition imposée par un texte légal.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix - Variation du prix

4.1 Contenu du prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement et aux BPU, et DQE sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations ainsi que tous les frais qui s'y rapportent.

Les prix de l'accord-cadre figurant dans tous les documents contractuels sont compris hors TVA.

Pour l'établissement des prix, le Titulaire garantit avoir pris connaissance de toutes les contraintes d'exécution des prestations, lesquelles sont réputées connues et prévisibles à la date de signature de l'accord-cadre, étant entendu que le prix ne prend pas en compte :

- (i) Les conséquences de la survenance de sujétions imprévisibles résultant de faits extérieurs au Titulaire ou à ses sous-traitants et fournisseurs ;
- (ii) Les conséquences d'une modification des prestations objet de l'accord-cadre trouvant son origine dans un fait imprévisible et extérieur au Titulaire ou à ses sous-traitants et Fournisseurs. Les modifications de prestations visées au présent article peuvent être d'origine réglementaire ou à l'initiative de l'Entité adjudicatrice. La survenance d'une/de contrainte(s) d'exécution des prestations telle(s) que visée(s) ci-dessus ouvrira un droit à l'indemnisation du Titulaire uniquement si ces contraintes d'exécution entraînent un surcoût tel qu'il est constitutif d'un bouleversement de l'économie du contrat.

En complément de l'article 11.1.3 du CCAG-MI, sans que la liste qui suit ne soit réputée exhaustive, il est convenu que les prix tiennent compte notamment :

- De l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des installations qui ne serait pas couvert par un prix unitaire ou forfaitaire ;
- De l'ensemble des contraintes et sujétions prescrites par les pièces du marché ;
- De l'ensemble des coûts relatifs à l'acheminement sur site des fournitures nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre, y compris les assurances y afférentes (à l'exception de l'octroi de mer qui fait l'objet d'une refacturation des dépenses engagées, dans les conditions définies à l'article 4.2 *Octroi de Mer*) ;
- De l'ensemble des frais relatifs à l'achat des matériels et fournitures
- Des sujétions liées aux contraintes que pourra imposer la SA ARRG (service informatique) pour la sécurisation des données informatiques ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner le fait que les prestations interviendront dans des bâtiments qui sont en exploitation ;
- De la réalisation et du phasage des opérations ;
- Des dates des mises en service de l'installation indiquées dans les pièces contractuelles ;
- Du fait qu'aucune intempérie ne sera prise en compte dans le cadre du présent accord-

cadre ;

- Des obligations relatives à la sûreté et à la sécurité aéroportuaire (dont celles visées à l'article 1.9 du présent CCAP, dont l'obtention des badges ou la réalisation de formations) ;
- Des sujétions liées à la coordination des opérations entre les prestations de réalisation et les prestations de maintenance ;
- De la planification, de l'établissement et des délais nécessaires à la vérification des documents ;
- De l'obligation d'accepter sans réserve les conditions imposées par l'Entité adjudicatrice ;
- Du gardiennage des installations et des équipements du Titulaire avant leur réception ;
- De tous les dossiers à préparer pour obtenir les autorisations administratives et des sujétions pouvant être imposées par celles-ci ;
- De la nécessité éventuelle de travailler en plusieurs postes ou pendant plusieurs jours normalement non ouverts ;
- Le cas échéant et dans une optique de continuité de fonctionnement de l'installation, de l'exécution de nuit (de 00h00 à 5h00), de travaux bruyants ou de travaux pouvant présenter une gêne ou un risque quelconque pour le public et l'exploitation de l'aéroport. Sans que cette liste ne soit exhaustive, les travaux bruyants ou gênants ;
- Des dispositions à prendre pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et pour l'ergonomie ; à ce titre, le Titulaire fournira les certificats CE et conformité de ses installations à la directive Machine 2006/42/CE ;
- Des contraintes d'exploitation de la plateforme ;
- De toutes les charges de fonctionnement directes ou indirectes découlant de l'application du présent accord-cadre ;
- Des essais et contrôles internes et externes prévus au marché et dans la réglementation ainsi que ceux dus au titre des délais partiels, de la bonne exécution des ouvrages, vérification de la conformité, etc. ;
- De la réalisation des adaptations qui pourront être sollicitées dans le cadre de la mise à l'essai ;
- De la participation à la cellule de synthèse et ses éventuelles réactivations nécessaires pour le bon fonctionnement des sas PARAFE ;
- De toutes sujétions d'exécution liées à la coordination des travaux entre les différentes natures de travaux du marché réalisées par chaque membre d'un éventuel groupement ;
- De la fourniture, de la mise en place et de l'entretien (y compris astreinte) des signalisations réglementaires et des protections et dispositifs de sécurité temporaires sur toutes les catégories de site des travaux, jusqu'à la réception ;
- Du nettoyage et maintien en état autant que nécessaire des espaces en vue d'assurer la propreté et la sécurité de tous leurs usagers ;

Le Titulaire s'acquittera de l'octroi de mer pour l'acheminement sur site des composantes et pièces détachées nécessaires à l'exécution de l'accord cadre.

Le montant des taxes seront remboursés par l'Entité Adjudicatrice.

Le montant de taxes dont le remboursement est réclamé à l'Entité Adjudicatrice par le Titulaire, sans que ne soient présentés les documents correspondants, ne feront l'objet d'aucun règlement de la part de l'Entité Adjudicatrice.

Jusqu'au décompte du bon de commande concerné, l'Entité Adjudicatrice se réserve le droit de procéder à tout instant à des contrôles sur la réalité des frais refacturés par le Titulaire. Toute déclaration dont un contrôle mettrait en évidence le caractère manifestement erroné donnera lieu à l'application de la pénalité prévue à cet effet au chapitre *pénalités* du présent CCAP.

4.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

4.3 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables

Par dérogation au CCAG MI, l'article 11.2.2, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de l'offre de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision applicable (A) pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

Formule n° 1 : $A=0.15+0.85*SYNTEC$

- Les valeurs prises par l'index de référence SYNTEC – libellé SYNTEC seront calculées de la manière suivante : $\text{Index (n)} / \text{Index (o)}$
- Index (n) correspond au mois n d'exécution des prestations.
- Index (o) correspond au mois Mo d'établissement des prix de l'accord-cadre.

Le coefficient A est appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Cette révision ne pourra pas dépasser 3 % par an, quel que soit le calcul de révision.

La révision du prix est présentée par le titulaire, au pouvoir adjudicateur, trois mois avant la fin de l'année civile en cours, accompagnée de justificatifs étayant le calcul du prix révisé.

Elle doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur trois mois avant la fin de l'année civile en cours.

L'entité adjudicatrice, dispose de trois semaines pour contrôler le nouveau prix et faire part de ses remarques au titulaire. Passé ce délai, l'entité adjudicatrice est réputé avoir accepté les nouveaux prix.

En cas de changement d'un indice décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent de substituer à l'indice d'origine un indice équivalent. L'indice se substitue par simple échange de courriel. Si l'indice du mois de révision n'est pas connu, la révision « provisoire » des prix

s'effectue sur la base du dernier indice connu. Dès la publication de l'indice du mois de révision par l'INSEE, la révision définitive des prix est effectuée. Elle prend alors effet rétroactivement, afin de corriger, à la hausse ou à la baisse, la révision « provisoire » des prix.

Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la référence d'ajustement (rabais ou remise déduit) ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 % l'an.

Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non livrée des fournitures à la date de publication des prix ou indices au bulletin mensuel de statistiques lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% l'an.

5. Retenue de garantie

Une retenue de garantie pourra être prévue.

6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 20 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

6.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois par bon de commande.

6.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations - 65) / 15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG MI, les précisions suivantes sont apportées : Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission.

7.1.1 Demandes de paiement

- Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11 du CCAG MI, par le titulaire dans un délai de 30 JOURS à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et / ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Le Titulaire transmet ses demandes de paiement par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

contact@reunion.aeroport.fr

Le paiement des sommes dues au Titulaire se fera dans le délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement accompagnée des pièces justificatives.

Le paiement des sommes dues au Titulaire se fera par virement bancaire, sous réserve de la conformité de la réalisation des prestations.

Chaque facture porte, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- La désignation des parties au contrat,
- Les nom et adresse du Titulaire, ainsi que le cachet de l'entreprise,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'acte d'engagement,
- La désignation des prestations réalisées,
- La référence de la commande (n° et dates de marché, n° et dates de l'ordre de service),
- Le montant hors T.V.A des prestations,

- Le montant total T.T.C des prestations,
- La date de la facture.

Toute facture qui ne serait pas assortie des références et / ou copies des justificatifs sera rejetée et retournée à son expéditeur. Il appartiendra alors au Titulaire de reformuler sa demande en conformité avec les éléments visés ci-dessus.

7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre et/ou délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande dont le modèle est annexé à l'accord-cadre.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

8.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

8.4 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Marchés similaires : L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de recourir à des marchés similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique

8.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG MI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG MI.

9. Application du chapitre 8 du CCAG-MI

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-MI sont applicables dans le cadre du présent accord cadre.

10. Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent accord-cadre, le titulaire

veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent accord-cadre respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes :

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

11. Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MI, les dispositions suivantes sont applicables.

11.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'Entité adjudicatrice de contrôler que le Titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions

qui y sont fixées,

- a effectué les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérification ci-après définies s'appliqueront :

- le cas échéant, à la suite de l'installation des sas PARAFE en phase provisoire
- à la suite de l'installation des sas PARAFE définitif.

Les opérations de vérification, qu'il s'agisse de la Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) ou de Vérification de Service Régulier (VSR) sont réalisées dans les conditions définies au CCTP

Durant cette phase, le Titulaire demeure redevable de l'intégralité de ses obligations (acquisition, maintenance, installation).

A l'issue des opérations de vérification, l'Entité adjudicatrice prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Quels que soient les résultats des opérations de vérification, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire avise l'Entité adjudicatrice de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'Entité adjudicatrice avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

11.2 Procès-verbal

Les constatations réalisées par l'Entité adjudicatrice sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du titulaire.

A l'issue des opérations de vérification, l'Entité adjudicatrice prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues au présent article.

Si l'Entité adjudicatrice ne notifie pas sa décision dans les délais de constatation prévus à, les prestations sont réputées reçues.

Dans le cas des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.3 Réception

A l'issue de la VSR, l'Entité adjudicatrice prononce la réception des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas de réception tacite, la date d'effet est la date d'expiration de la phase de mise à l'essai, en l'absence de toute décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

11.4 Ajournement

A l'issue de la VSR, si elle estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, l'Entité adjudicatrice peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, à l'Entité adjudicatrice, les prestations mises au point, dans un délai de deux mois. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce

délai, l'Entité adjudicatrice a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours, courant à partir de la notification de la décision d'ajournement. Le silence de l'Entité adjudicatrice au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations. Si le titulaire présente, à nouveau, les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'Entité adjudicatrice dispose, à nouveau, de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour revoir les prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les prestations non admises peuvent être évacuées ou détruites par l'Entité adjudicatrice, aux frais et risques du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'Entité adjudicatrice présente un danger ou une gêne notable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais et risques du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

11.5 Réfaction

A l'issue de la VSR, si l'Entité adjudicatrice estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'Entité adjudicatrice dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'Entité adjudicatrice est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

11.6 Rejet

A l'issue de la VSR, si l'Entité adjudicatrice estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour procéder au retrait des matériels rejetés. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'Entité adjudicatrice, aux frais du titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

11.7 Transfert de propriété

La réception définitive des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'Entité adjudicatrice est postérieure à leur réception, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

12. **Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en

raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG MI seront applicables.

13. Pénalités

13.1 Généralités

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-MI, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Les pénalités prévues au marché sont applicables sans préjudice du paiement des amendes que pourrait supporter le Titulaire du fait du non-respect de ses obligations réglementaires.

Les pénalités sont cumulatives.

Le montant des pénalités pour retard est plafonné à dix pour cent (10%) du montant de chaque bon de commande.

Cette limite s'applique toutefois sans préjudice de la réparation que pourrait solliciter l'Entité adjudicatrice, du fait de l'exécution aux frais et risques d'une prestation urgente qui n'aurait pas été réalisée dans les délais par le Titulaire du marché et qui ne pouvait souffrir de plus de retard ou encore sans préjudice des moyens supplémentaires, de toute nature, que l'Entité adjudicatrice serait nécessairement conduite à mettre en œuvre pour pallier la défaillance du Titulaire.

13.2 Pénalités pour retard en phase de réalisation

Les pénalités pour retard peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat du maître d'œuvre ou de l'Entité adjudicatrice, au regard :

- du délai d'exécution global de réalisation,
- des délais partiels définis dans le bon de commande,
- des délais ou dates fixés dans le calendrier prévisionnel d'exécution du bon de commande ou des plannings détaillés des tâches à réaliser dans le CCTP,

En tout état de cause, le Titulaire n'a pas à supporter de pénalités de retard si le non-respect des délais d'exécution est directement lié à un retard du chantier ne lui permettant pas de se conformer aux délais définis mentionnés dans le CCTP.

Les pénalités pour retard courent à compter du constat et jusqu'à action du Titulaire pour lever l'objet du constat.

Les pénalités de retard, en particulier sur les délais partiels, sont provisoires.

Elles deviennent définitives si les retards constatés ne sont pas rattrapés dans le cadre du délai global.

Les pénalités de retard en phase de réalisation sont calculées par application de la formule suivante : $P = V \cdot R / \dots$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = le prix forfaitaire de base du bon de commande ayant fait l'objet d'un retard, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard par rapport au délai global d'exécution.

(Le coefficient de pénalité est défini par le candidat. Plus il est bas, plus le montant des pénalités de retard sera élevé. Les candidats sont invités à remplir cette formule et proposent un coefficient compris **entre 500 et 3.000**).

(Cet élément sera pris en compte au titre du sous-critère « **Garanties quant au respect des délais de réalisation** »).

13.3 Non-respect des engagements concernant la maintenance et la garantie

Chaque jour calendaire de retard sur les délais d'intervention prévus au titre des garanties, visées à l'article 16 Garanties du présent CCAP, et donnera lieu à l'application d'une pénalité d'un montant de 150 €HT, qui impactera la rémunération due au titre du bon de commande correspondant relatif à l'exploitation/ maintenance de l'installation.

13.4 Autres pénalités

Respect du délai de remise en service contractuel	50 € HT par heure de retard et par incident déclenché
Non-respect des caractéristiques et performances de disponibilité	En cas de non-respect du délai de livraison de pièces détachées ou consommables commandées selon BPU 25 € HT par jour de retard calendaire
Jalons dans le cadre de l'évolutif	En cas de non-respect des jalons (début de Vérification d'aptitude, début de vérification d'aptitude au bon fonctionnement, début de vérification de service régulier) sur la base du planning contractuel des futurs évolutifs. 100 € HT par jour de retard calendaire
Délais de correction dans le cadre de l'évolutif	En cas de non-respect de délais de correction des anomalies durant les phases de VA (vérification d'aptitude), VABF (Vérification d'Aptitude Bon Fonctionnement), et VSR (vérification de service régulier) Les délais de correction seront spécifiques à chaque projet. 100 € HT par jour de retard calendaire.
Personnel non badgé	Dans le cadre des interventions de maintenance sur site du titulaire, si le personnel n'est pas badgé pour la zone réservée et demande un accompagnement par un personnel de l'Aéroport. 100 € HT forfaitaire par intervention
Réalisation/renouvellement du plan de prévention	L'intervention du titulaire est soumise à la réalisation préalable d'un plan de prévention renouvelé annuellement, au plus tard 15 jours avant la date anniversaire du contrat. 100 € HT par jour de retard calendaire sera appliquée

Réalisation de compte rendu ou rapport	<p>En cas de non-respect de délai sur la fourniture de compte rendu ou de rapport pour les pénalités comme demandé dans ce contrat.</p> <p>25 € par jour de retard calendaire</p>
Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives à la sûreté et la sécurité aéroportuaire	<p>Le non-respect des prescriptions visées à l'article 1.9 du présent CCAP donnera lieu à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire, à compter de la date du constat.</p> <p>Cette pénalité pourra être prononcée à l'encontre du Titulaire si un manquement est constaté, notamment par la Direction Exploitation de l'Entité adjudicatrice.</p>
Pénalité pour déclaration manifestement inexacte	<p>Toute déclaration manifestement inexacte établie par le Titulaire et notamment si celle-ci a eu pour conséquence de conduire au paiement d'une somme indue donnera lieu à l'application d'une pénalité de 10 % (Dix pour cent) du paiement indu obtenu, sans préjudice dans tous les cas du remboursement des sommes indument versées.</p>
Pénalité pour refus d'exécuter une prestation demandée	<p>Le non-respect des demandes impératives formulées par le Maître d'Ouvrage dans les délais prescrits donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.</p>
Pénalité pour absence de communication du contrat de sous-traitance	<p>Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant de l'Entité adjudicatrice, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation un mois après avoir été mis en demeure de le faire, il s'expose à l'application d'une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché.</p>
Qualité de la prestation	<p>Sans préjudice de la reprise des prestations dont la qualité serait insuffisante dans le cas de prestations jugées insatisfaisantes (note attribuée inférieure à 10/20), le Titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de 100 HT € applicable sur le paiement de la situation suivante.</p> <p>Cette pénalité sera provisoire et ne pourra être annulée qu'à la condition d'une amélioration sensible des conditions d'exécution de la prestation soit observée.</p>
Pénalités légales	<p>En application des dispositions de l'article 93 de la Loi n°2011-525 du 17 mai 2011 (nouvel article L.8222-6 du Code du travail), une pénalité spécifique est prévue : si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, une pénalité pourra être infligée au Titulaire, après mis en demeure de se conformer à la législation restée infructueuse, égale à : 1 % du montant du contrat, sans que le montant total ne puisse excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail (si l'application de 1 % du montant du contrat fait dépasser le montant des amendes prévues aux articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail, ce sont les montants correspondant aux amendes susceptibles d'être encourues qui seront appliqués).</p>

	À défaut de correction des irrégularités conformément aux dispositions du nouvel article L.8222-6 du Code du travail, le maître d'ouvrage pourra appliquer la pénalité prévue ci-dessus ou rompre le contrat sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.
--	---

14. Garanties

En complément de l'article 46 du CCAG-MI SAS sans préjudice des garanties légales auxquelles tout constructeur est tenu, le Titulaire doit fournir les garanties suivantes :

- Une garantie particulière de deux (2) ans pour les équipements électromécaniques et d'automatismes ;
- Une garantie de deux (2) ans pour les matériels informatiques, à compter de la réception des produits et équipements fournis au titre de l'accord-cadre ;
- Une garantie particulière pour les logiciels et progiciels (supervision, pilotage et automatismes) sur la vie de l'installation.

Au titre de ces garanties, il s'engage à intervenir dans les délais mentionnés au CCTP à la suite de la demande formulée par l'Entité adjudicatrice, en cas de difficulté tenant au fonctionnement ou à l'utilisation de ces produits et équipements.

En l'absence d'intervention dans ce délai et après mise en demeure restée infructueuse, les prestations nécessaires pour remédier aux désordres seront exécutées aux frais et risques du Titulaire défaillant. Dans une telle situation, le Titulaire est tenu de fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à la réalisation des interventions au titre de la garantie réalisées par le tiers désigné par l'Entité adjudicatrice.

Les délais de la garantie courent à compter de la date d'effet de la décision de réception des équipements installés.

15. Responsabilités et Assurances

15.1 Responsabilités

Le Titulaire sera seul responsable, à l'égard de l'Entité adjudicatrice, jusqu'à la fin d'exécution de ses obligations contractuelles y compris en cas de période d'essai, des dommages de toute nature pouvant être causés tant par lui-même que par ses sous-traitants ou tout intervenant pour son compte :

- Aux ouvrages, équipements, installations et matériels qu'il est chargé de concevoir, réaliser et/ou de mettre en œuvre dans le cadre du présent marché,
- Aux installations,
- Aux existants ou aux adjacents,
- Aux biens de tiers.

Le Titulaire supportera en outre seul, à l'égard de l'Entité adjudicatrice, les conséquences pécuniaires des accidents ou dommages de toute nature, quelle qu'en soit la cause qui pourraient être causés soit à lui-même, à ses sous-traitants ou à tout intervenant pour son compte soit à l'Entité adjudicatrice, à ses biens, à ses préposés, soit d'une façon générale aux tiers du fait ou à l'occasion des travaux réalisés au titre du présent marché.

En conséquence, le Titulaire renonce à tous recours contre l'Entité adjudicatrice, ses préposés

et ses assureurs et s'engage à les garantir contre tous recours ou réclamation qui pourraient être formés contre eux à raison des dommages visés ci-dessus. Après réception **et/ou admission des prestations**, le Titulaire répondra des responsabilités susceptibles de lui incomber au titre des articles 1641 et suivants du Code civil, en ce qui concerne l'ensemble des installations et équipements qu'il est chargé de réaliser et/ou mettre en œuvre.

15.2 Assurances

En conséquence, des obligations définies à l'article *Responsabilités*, le Titulaire doit souscrire pour garantir les responsabilités mises à sa charge au titre dudit article auprès d'assureurs notoirement solvables les polices d'assurance suivantes

Responsabilité civile professionnelle

Le Titulaire est tenu de souscrire et/ou de faire souscrire une police garantissant la responsabilité civile des intervenants qui est susceptible d'incomber tant au Titulaire, qu'aux entreprises et aux tiers participants aux travaux d'installation et de maintenance et à leurs sous-traitants à raison des dommages de toute nature pouvant être causés aux tiers, y compris à l'Entité adjudicatrice ainsi qu'à leurs biens en raison des travaux, objets du présent marché ou imputables à leur réalisation.

Toutefois, il n'en demeure pas moins que le Titulaire demeure, garant à première demande et sans discussion des dommages de toute nature causés par les entreprises et les tiers participants aux travaux d'installation, objet du présent marché, et par leurs sous-traitants dans l'hypothèse d'un défaut d'assurance ou d'un refus de garantie de leurs assureurs. Cette police devra être souscrite pour des montants suffisants et en tout état de cause devra comporter au minimum les garanties suivantes :

- a) En cours de travaux **et/ou d'installation** :
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : **7.600.000 €** par sinistre, y compris les dommages aux existants et biens confiés et recours des tiers sous **limitation au titre des dommages immatériels consécutifs : 2 000 000,00 € par sinistre.**
- b) Après réception des travaux **et/ou installation** :
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs y compris les dommages aux existants et biens confiés et recours des tiers : **7.600.000 €** par sinistre
Sous limitation au titre des dommages immatériels consécutifs : **2 000 000,00 € par sinistre.**
Le Titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers, y compris le maître d'ouvrage.
En outre, il est prévu qu'en aucun cas le Titulaire ne pourra opposer d'éventuelles franchises à l'Entité adjudicatrice.

16. **Différends et litige**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal judiciaire (5, avenue André MALRAUX, BP 338, 97494 SAINT-CLOTILDE, tél. : 0262 40 23 45, fax : 0262 40 23 02) est compétent en la matière.

17. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N° du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

18. Politique qualité – Evaluation des prestations

L'Entité adjudicatrice s'est engagée par sa démarche d'amélioration continue, en matière de qualité, d'environnement, d'énergie, à satisfaire pleinement et en toute transparence aux exigences des parties intéressées que sont ses clients, ses collaborateurs internes et autres partenaires.

Dans la continuité des démarches qualité (ISO 9001) initiées depuis de longues années, l'Entité adjudicatrice a mis en œuvre une démarche d'évaluation de ses Fournisseurs qui a pour objectif l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux usagers de la plateforme aéroportuaire.

Dans cette perspective, elle souhaite associer étroitement les parties intéressées aux divers processus en vigueur et notamment les Fournisseurs, dont le Titulaire.

Le Titulaire est donc informé que pendant la durée du contrat, la qualité des prestations dont il a la charge fera l'objet d'une ou plusieurs séquences d'évaluation qui auront pour objet de qualifier la qualité globale de ses interventions.

A l'occasion de chacune de ces séquences, qui pourront se dérouler en sa présence, le Titulaire sera invité à prendre connaissance des conclusions afférentes et à formuler des observations sur le contenu précis des conclusions du maître d'ouvrage en la matière.

Le Titulaire disposera d'un délai de 8 (huit) jours à compter de la transmission de la fiche de notation qui le concerne pour formuler lesdites observations et faire valoir ses propositions d'amélioration et/ou objections.

L'évaluation sera réalisée par l'Entité Adjudicatrice sur les items suivants :

- Respect du délai de réalisation,
- Qualité de la prestation,

- Relations,
- Qualité administrative et commerciale.

L'évaluation donnera lieu à la formulation d'une note sur 20 (vingt) points qualifiant la prestation de très satisfaisante à insuffisante.

19. Résiliation de l'accord-cadre

L'Entité adjudicatrice peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci :

- Soit à la demande du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-MI,
- Soit pour faute du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG-MI,
- Soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 35 du CCAG-MI.

Conformément aux dispositions de l'article 1er de l'Acte d'Engagement, la résiliation de plein droit du marché est encourue en cas de non-souscription d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités encourues par le Titulaire.

L'Entité adjudicatrice peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le Titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 38 du CCAG-MI.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire.

Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution, sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

20. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4 du CCAG MI par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.2 du CCAG MI par l'article *Variation des prix*
- À l'article 31 du CCAG MI par l'article *Constatation de l'exécution des prestations*
- À l'article 15 du CCAG MI par l'article *Pénalités*